



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 21 mars 2023
 (Convocation du 16 mars 2023)

Aujourd'hui, le 21 mars 2023 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	5
• Voix	5
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Charles Pelanne, Vice-Président

Rapporteur : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Marché 21003-2 "Gestion globale sur le bassin versant de l'Adour et de ses affluents en amont d'Aire-sur-l'Adour - Maintenance et exploitation des équipements - Gestion de l'eau et des facturations Campagnes 2021 à 2023 - lot 2 : Préparation du recouvrement des redevances" - Modification en cours d'exécution du marché - Avenant n° 1

Exposé des motifs :

Dans le cadre de sa mission statutaire et historique de gestion quantitative de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour, l'EPTB a engagé une démarche visant à mettre en place une gestion globale et concertée de la ressource sur le bassin versant de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour, au travers du Comité de pilotage pour la gestion concertée des ressources de l'Adour amont (Copil Adour amont), mais également avec la mise en œuvre des DIG et DUP (déclaration d'intérêt général - déclaration d'utilité publique par arrêtés du 24 janvier 2014, prorogés en janvier 2019) instaurant une redevance au titre de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau au regard des prélèvements opérés par les différents usages de l'eau. Cette gestion globale a également pour objectif de satisfaire les usages non préleveurs mais bénéficiaires indirects (piscicultures, stations d'épuration-salubrité, besoins des milieux aquatiques).

Afin de préparer le recouvrement de ces redevances auprès des usagers préleveurs pour perception par l'Institution Adour, un marché de prestations de service pour la gestion des facturations relative aux campagnes allant de 2021 à 2023 a été notifié à la compagnie le 01 mars 2021. Sa durée est de 42 mois et un calendrier prévisionnel de facturation avait été prévu dans le CCTP.

Rappel du calendrier prévisionnel :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété par les consommations par l'OUGC	Date prévisionnelle d'émission de la redevance
Campagne 2021	31 mai 2021*	31 mars 2022	2022
Campagne 2022	31 mai 2022*	31 mars 2023	2023
Campagne 2023	31 mai 2023*	31 mars 2024	2024

*sous réserve de la validation en Coderst

Ce calendrier doit aujourd'hui être adapté.

Propositions de calendrier ajusté :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC*	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété avec les consommations par l'OUGC	Date limite de fourniture des livrables
Campagne 2021	30 avril 2023	30 avril 2023	30 juin 2023
Campagne 2022	15 septembre 2023	15 septembre 2023	30 novembre 2023
Campagne 2023	30 mars 2024	30 mars 2024	30 juin 2024

*sous réserve de la validation en Coderst

Vu les documents de ce marché,
Vu les articles L.2194-1 alinéa 5 et R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de marchés autorisées,
Vu l'article R.2194-7 concernant les modifications non substantielles,
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres,
Considérant la modification nécessaire du calendrier d'émission des redevances,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Considérant que cette modification est sans incidence financière ou temporelle sur le marché en cours,
Considérant que cette modification du marché n'est pas substantielle, et entre donc dans le champ des modifications autorisées par l'article R.2194-7 suscité du code de la commande publique,
Considérant le projet d'avenant ci-annexé,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver la modification du marché n°21003-2, portant sur la modification du calendrier des redevances,
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché n°21003-2 avec la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 21 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023



ID : 040-254002264-20230321-230321H1826H1-DE

MARCHÉ n°21003-2 - AVENANT n°1

**Gestion globale de l'eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont
d'Aire-sur-l'Adour**

**Maintenance et exploitation des équipements - Gestion de l'eau et des
facturations Campagnes 2021 à 2023**

Lot 2 : Préparation du recouvrement des redevances

Avenant n°1 au marché n°21003-2

en vertu de l'article L.2194-1 alinéa 5 du code de la commande publique

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Tél : 05 58 46 18 70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représenté par Monsieur Paul CARRERE, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération de l'Institution Adour n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021.

Article 2 : Identification du titulaire du marché public

Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG)
Chemin de Lalette
CS50449
65004 TARBES CEDEX
commercial@cacg.fr
SIRET : 592 780 233 00017

Article 3 : Objet du marché public

Gestion globale sur le bassin versant de l'Adour et de ses affluents en amont d'Aire-sur-l'Adour
Maintenance et exploitation des équipements - Gestion de l'eau et des facturations Campagnes 2021 à 2023

- Date de la notification du marché public : 1^{er} mars 2021
- Durée d'exécution du marché public : 42 mois à compter de la date de notification du marché public
- Montant initial du marché public (tranche ferme) :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 35 798 €
 - Montant TTC : 42 957,60 €

Article 4 : Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique

Le calendrier prévisionnel de facturation de la redevance, présenté dans les tableaux pages 35 (Adour amont) et page 37 (La Barne) du CCTP, est modifié comme suit :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC*	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété avec les consommations par l'OUGC	Date limite de fourniture des livrables
Campagne 2021	30 avril 2023	30 avril 2023	30 juin 2023
Campagne 2022	15 septembre 2023	15 septembre 2023	30 novembre 2023
Campagne 2023	30 mars 2024	30 mars 2024	30 juin 2024

* sous réserve de la validation en coderst

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 dudit code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'article R.2194-7 du code de la commande publique : le marché peut être modifié lorsque les modifications ne sont pas substantielles.

Par ailleurs, il est précisé que la tranche optionnelle du lot 2 ne sera pas affermie.

Incidence financière de l'avenant

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

Incidence de l'avenant sur la durée du marché

L'avenant n'a pas d'incidence sur la durée du marché public.

Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

Les articles et pièces suivants du marché sont modifiés :

- CCTP et mémoire technique

Toutes les autres clauses et pièces du marché demeurent inchangées.

Article 5 : Signature du titulaire du marché public

À _____, le _____

M./Mme.....
représentant la CACG
en qualité de.....

projet





Article 6 : Signature du pouvoir adjudicateur

À Mont-de-Marsan, le

Paul CARRÈRE
Président de l'Institution Adour

projet

